



“Les Priorités de l'Economie de la Santé en Afrique”

Conférence inaugurale de l'Association Africaine d'Economie et Politique de Santé (AfHEA)
10 – 12 Mars 2009 – Accra, Ghana

Session parallèle 2 : Préférences et volonté de payer

PS 02/9

Perceptions et volonté de payer pour l'assurance maladie volontaire privé au Sud-est du Nigeria

Obinna Onwujekwe¹ and Edit V. Velényi²

¹ Health policy Research Group/Department of Health Administration and Management, University of Nigeria, Enugu-Campus, Enugu, Nigeria.

² The World Bank, Washington DC.

RESUME

Le principal défi du financement des soins de santé au Nigeria comme cela est le cas dans plusieurs pays en Afrique Sub-saharienne n'est pas principalement lié à la rareté aigue des ressources, mais également à la présence des pratiques inefficaces d'allocation des ressources et des achats, due principalement à utilisation limitée de l'assurance maladie. La faisabilité d'un régime d'assurance maladie privé volontaire (PVHI) a été évaluée au Sud-est du Nigeria à l'aide de questionnaire pre-test pour obtenir des niveaux déclarés de volonté à payer à partir d'un échantillon aléatoire de personnes interviewées. La plupart des personnes interviewées ont exprimé leur volonté de s'inscrire et de payer pour l'Assurance maladie volontaire privé. La moyenne mensuelle que les personnes interviewées ont la volonté de payer pour les primes d'assurance était de 396 Naira (\$3.3), alors que la moyenne mensuelle que les personnes interviewées ont la volonté de payer pour les autres membres du ménage était de 261 Naira (\$2.2) par membre de ménage. Les populations rurales et ceux dont le statut socio-économique est faible (SES) ont déclaré avoir la volonté de payer des primes moindre que les populations urbaines et les groupes dont le statut socio-économique est plus avantageux. Le régime d'assurance maladie volontaire privé apparaît comme une méthode faisable de paiement des soins de santé dans le Sud-est du Nigeria. Des régimes d'assurance maladie volontaire privé qui ne sont pas subventionnés ne pourront pas prendre en compte tout le monde, principalement les populations démunies, mais s'il couvre certaines populations qui ont la volonté et la capacité de payer telles que les classes à statut socio-économique avantageux, cela est au moins acceptable au lieu de les laisser payer des OPPS élevés tel que l'étude la découvre.